

Christian Gerondeau

Écologie,
la grande arnaque

Albin Michel

INTRODUCTION

Soyons clair.

L'arnaque, ce n'est pas d'affirmer la réalité du réchauffement climatique. Même si le mouvement n'est pas uniforme – le mois de juin 2007 a été dans notre pays le plus froid depuis un demi-siècle –, qui pourrait sérieusement nier que nous connaissons depuis deux décennies des hivers, des printemps, des étés et des automnes étonnamment chauds ? Les écologistes ont raison quand ils proclament la gravité des dangers qui peuvent menacer la planète.

L'arnaque, ce n'est pas non plus de répéter que l'homme est sans doute responsable de ces changements. Même s'il n'y a pas là de certitude absolue, la grande majorité des spécialistes jugent qu'il existe de fortes chances que le réchauffement actuel soit lié aux activités humaines, et il est probable qu'ils ne se trompent pas.

La grande arnaque, ce sont les centaines de milliards d'euros ou de dollars prélevés sur les contribuables du monde entier au bénéfice d'intérêts particuliers et gaspillés chaque année sans aucun résultat, au nom d'hypothétiques remèdes aux risques qui nous menacent.

Car si les écologistes ont raison quand ils dénoncent la réalité des dangers, ils s'opposent avec la plus grande

vigueur aux mesures qui permettraient de les éloigner. La rationalité cède alors la place à l'idéologie.

Parce qu'ils refusent le nucléaire, qui est la seule manière de produire massivement de l'électricité sans rejeter de gaz carbonique, le fameux CO₂, ils ont inventé le mythe des « énergies renouvelables », or celles-ci ne peuvent jouer au mieux qu'un rôle marginal, quand elles n'aggravent pas les choses. En s'opposant au « tout nucléaire », ils ont engendré le « tout CO₂ ».

Parce qu'ils refusent l'automobile, le camion et l'avion, qui répondent aux neuf dixièmes des besoins de transport de l'humanité et sont indispensables à son développement, ils ont inventé le mythe du « transfert modal ». Il faudrait que nous nous déplaçons en vélo, en navette fluviale ou dans des transports en commun qui ne peuvent guère exister que dans les centres-villes, et que les entreprises aient recours à des moyens d'acheminement de leurs marchandises qui nécessitent des jours ou des semaines, alors qu'un camion peut les livrer en quelques heures.

C'est alors en vain que des centaines de milliards d'euros sont dépensés chaque année dans le monde pour construire des éoliennes qui ne fonctionnent qu'un quart du temps, pour subventionner des biocarburants aux rendements dérisoires, pour faire circuler des trains presque vides ou construire des infrastructures inutiles, le tout au prétexte de « sauver la planète », qui justifie désormais tout et n'importe quoi.

Au début de juillet 2007, les ministres français et italien en charge des transports adressaient à l'Union européenne une demande de subvention de 725 millions d'euros pour participer au financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin qui figure parmi les « priorités » de la Commission. D'un montant total voisin de 15 milliards d'euros entièrement à la charge des contribuables,

INTRODUCTION

ce gigantesque ensemble de travaux devrait être achevé en 2020.

À cette occasion, Jean-Louis Borloo se situait dans la droite ligne de ses prédécesseurs et du commissaire européen aux transports en déclarant : « Derrière cet accord, il y a la volonté affirmée, absolue, de nos deux pays de rentrer résolument dans le développement durable. Ce projet est crucial... pour la réduction des émissions de gaz carbonique et pour le sauvetage de notre planète. »

Or, dans la meilleure des hypothèses, la future liaison transalpine évitera chaque année le rejet dans l'atmosphère de 125 000 tonnes de ce gaz, ce qui correspond très exactement à onze minutes des émissions chinoises actuelles. Autrement dit, à rien. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que chaque tranche nucléaire moderne qui se substitue à une centrale à charbon de même puissance évite le rejet dans l'atmosphère de huit millions de tonnes de CO₂ par an et équivaut de ce point de vue à plus de soixante « Lyon-Turin », pour un investissement de trois milliards d'euros qui ne coûteront rien au contribuable. Et le projet du Lyon-Turin est malheureusement la règle et non l'exception. S'il est construit, le grand canal Seine-Nord épargnera au mieux chaque année le rejet de 68 000 tonnes de CO₂, ce qui correspond très exactement à 41 secondes des émissions mondiales de l'ensemble des gaz à effet de serre de la planète, qui se chiffrent à 100 000 tonnes par minute.

Pendant ce temps, les choses s'aggravent. La Chine construit une centrale à charbon chaque semaine, et jamais le rythme d'accroissement des rejets dans l'atmosphère n'a été aussi élevé qu'aujourd'hui, nous menaçant à terme d'une catastrophe annoncée. Alors que le taux de progression des émissions mondiales s'établissait à 1,1 % dans les années 1990, il est passé à 3,1 % depuis 2000.

Quant à nous, nous gaspillons sans fin l'argent du contribuable national. Une dizaine de milliards d'euros au moins pourrait être épargnée chaque année pour le budget de l'État sans qu'il en résulte la moindre différence perceptible sur nos rejets, ni le moindre inconvénient pour notre économie, bien au contraire. C'est autant que le budget de nos universités.

Comme tout le monde, j'aime les arbres, la verdure, les oiseaux et l'air pur, et l'avenir de la planète me préoccupe.

Ce livre n'est pas dirigé contre les défenseurs de l'environnement, mais contre une dérive qui se sert de l'écologie pour imposer une vision tragique de notre monde et mettre en cause le fonctionnement même de notre société. Dans ce but, ceux qui ont fait de cette perversion de l'écologie leur raison d'être ont recours à deux procédés.

Lorsque des problèmes viennent à être réglés, comme c'est le cas pour la pollution locale de l'air et pour bien d'autres, ils font tout leur possible pour que nos contemporains n'en sachent rien et pour entretenir des peurs injustifiées. Il en est ainsi du sort des déchets nucléaires qui constitue un autre mythe fondateur de l'écologisme. On sait en effet traiter ceux-ci pour qu'ils ne présentent aucun risque pendant des siècles sinon des millénaires, contrairement à ce dont les écologistes ont réussi à convaincre l'opinion planétaire. Il s'agit là du type même du faux problème, et qu'importe si la Banque mondiale estime à 500 000 le nombre des Chinois qui meurent chaque année de la pollution de l'air imputable au charbon !

S'agissant du changement climatique, les écologistes ne mettent l'accent que sur la face noire des choses et passent sous silence les évolutions positives que connaît

INTRODUCTION

l'humanité et qui lui sont liées. Mais, surtout, ils jettent l'anathème sur les technologies qui permettraient d'y remédier, et se révèlent les ennemis de la cause qu'ils affirment défendre. Ils nous culpabilisent et nous engagent sur des voies sans issue.

Ils projettent ainsi sur la société tout entière leur propre perception du monde et contribuent puissamment à la morosité qui est l'une des caractéristiques de notre pays, au point de nous distinguer de l'ensemble de la planète.

Au début de 2006, l'institut canadien de sondage Globescan rendit publics les résultats d'une enquête internationale désormais célèbre. La question posée était la suivante : « Certains disent que la libre entreprise et l'économie de marché constituent le meilleur système sur lequel fonder l'avenir de la planète. Qu'en pensez-vous ? » Une approbation massive se dégagait des réponses obtenues, avec parfois des scores inattendus. Ce n'est pas aux États-Unis, mais en Chine « populaire » que les réponses positives furent les plus nombreuses. 74 % des habitants de l'Empire du Milieu se déclarèrent en faveur de la libre entreprise et du marché, alors que 20 % seulement manifestèrent un avis contraire. La proportion des réponses positives atteignit ensuite 71 % aux États-Unis, 70 % en Inde, 68 % en Indonésie, 66 % en Grande-Bretagne, 65 % en Allemagne, 63 % en Espagne et en Pologne, 59 % en Italie, etc. Bref, un véritable plébiscite mondial. Dans aucun pays les adversaires de la proposition formulée ne furent plus nombreux que ses partisans.

Dans aucun pays, sauf en France : seuls 36 % de nos compatriotes déclarèrent avoir une opinion positive de la libre entreprise et du marché, c'est-à-dire du monde dans lequel nous vivons en ce début de XXI^e siècle, que nous le voulions ou non. La moitié s'y déclara même opposée.

En juillet 2007, un sondage du Pew Research Center, basé à Washington, mettait en évidence que 80 % des Français pensaient que leurs enfants vivraient moins bien qu'eux, ce qui constituait un triste record mondial.

Ces exceptions françaises méritent qu'on s'y arrête. Comment se fait-il que, seuls au monde ou presque, nous manifestions un tel pessimisme ? Bien entendu, l'écologie n'est pas seule en cause, mais elle y contribue, et c'est pour apporter un élément de réponse à cette question que ce livre a été écrit.

Ingénieur français de longue tradition familiale, j'ai l'habitude de m'en tenir aux faits et aux chiffres. Funeste erreur dans la France de ce début de siècle où seules comptent les idées reçues : l'avenir que l'on nous promet n'est-il pas lugubre ? Sacrifié sur l'autel de la mondialisation, le tiers-monde, c'est-à-dire l'essentiel de l'humanité, ne s'enfoncé-t-il pas inexorablement dans la pauvreté ? Les pays anglo-saxons, et d'abord l'Amérique qu'on voudrait nous donner comme référence, ne sacrifient-ils pas l'homme, à l'opposé de notre modèle social ? Nos entreprises privées ne sont-elles pas motivées par le seul profit au détriment de l'intérêt général, et guère plus efficaces que les entreprises publiques ? Notre pays n'est-il pas de plus en plus pollué, mettant en danger la santé de nos enfants ? N'allons-nous pas manquer bientôt d'eau, de pétrole, de tout ? N'est-il pas grand temps enfin de faire pénitence et de changer nos modes de vie ?

De nombreux sondages montrent que telle est bien la perception du monde qu'ont les Français en ce début de XXI^e siècle, alors même que la réalité n'a le plus souvent aucun rapport avec cette image des choses. Et il n'est pas de domaine où le gouffre entre la réalité et les idées reçues soit encore aussi béant que celui de l'écologie.

Si ce livre se veut néanmoins un message d'espoir,

INTRODUCTION

c'est parce que nos nouveaux dirigeants ont montré dans d'autres domaines qu'ils savaient résister au politiquement correct qui nous a trop longtemps imposé sa loi. Il leur reste à le faire pour l'écologie.

Une approche nouvelle pourrait alors comporter deux volets, dont le premier aurait pour but de supprimer les multiples et gigantesques gaspillages que dénoncent les pages qui suivent.

Mais il pourrait aussi revenir à notre pays, parce qu'il est déjà exemplaire pour ses émissions, de prendre l'initiative d'une refondation de la politique mondiale de l'environnement. Inspirée par le dogmatisme écologique, celle-ci fait fausse route et apporte chaque jour un peu plus la preuve de son inefficacité.